



HAL
open science

Le crowdfunding maraîcher en Normandie. Levier de transition d'agrosystèmes productivo-résidentiels

Pierre Guillemin

► **To cite this version:**

Pierre Guillemin. Le crowdfunding maraîcher en Normandie. Levier de transition d'agrosystèmes productivo-résidentiels. *Economie Rurale*, 2023, 384, pp.23-40. 10.4000/economierurale.11231 . hal-04094676

HAL Id: hal-04094676

<https://hal.inrae.fr/hal-04094676>

Submitted on 3 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Le crowdfunding maraîcher en Normandie. Levier de transition d'agrosystèmes productivo-résidentiels

Crowdfunding of market gardening in Normandy: a lever for the transition of productive-residential agrosystems

Pierre Guillemin



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/economierurale/11231>

DOI : 10.4000/economierurale.11231

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2023

Pagination : 23-40

ISSN : 0013-0559

Ce document vous est fourni par Université de Caen Normandie



Référence électronique

Pierre Guillemin, « Le crowdfunding maraîcher en Normandie. Levier de transition d'agrosystèmes productivo-résidentiels », *Économie rurale* [En ligne], 384 | Avril-juin 2023, mis en ligne le 01 janvier 2024, consulté le 03 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/11231> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.11231>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Le *crowdfunding* maraîcher en Normandie

Levier de transition d'agrosystèmes productivo-résidentiels

Pierre GUILLEMIN • INRAE, Département ACT, Unité Agro-systèmes, Territoires, Ressources (ASTER), Mirecourt ; Université de Caen Normandie, UMR CNRS 6590, Espaces et Sociétés, Caen. pierre.guillemain@inrae.fr

L'usage croissant des technologies de l'information et de la communication accompagne les mutations du financement des filières agrialimentaires. L'essor du *crowdfunding* contribue à pallier le difficile accès au crédit bancaire pour certaines petites exploitations peu conventionnelles. En s'appuyant sur une méthode mixte appliquée au maraîchage en Normandie, l'article montre en quoi ces plateformes numériques appuient la transition agroécologique et, révélant le capital fixe et les intrants des petites exploitations maraîchères alternatives, quelle transition est ainsi financée. En outre, les données liées au financement participatif offrent des résultats-hypothèses, à l'échelle territoriale, quant aux types d'agrosystème plus ou moins propices au financement participatif.

MOTS-CLÉS : *financement participatif, numérique, transition agroécologique, système productivo-résidentiel, maraîchage*

Crowdfunding of market gardening in Normandy: a lever for the transition of productive-residential agrosystems

The growing use of information and communication technologies is accompanying changes in the financing of the agri-food sector. The rise of crowdfunding is helping to alleviate the difficulty of access to bank credit for some small, unconventional farms. Using a mixed method applied to market gardening in Normandy, the article shows how these digital platforms support the agro-ecological transition and, by revealing the fixed capital and inputs of small alternative market gardening farms, what transition is thus financed. In addition, the data related to participatory financing offer results-hypotheses, at the territorial scale, on the types of agrosystems that are more or less favourable to participatory financing. (JEL: A14, O18, Q12, Q14).

KEYWORDS: *crowdfunding, digital, agroecological transition, productive-residential system, market gardening*

Estimée à 5 000 milliards d'euros en mai 2021, l'épargne des particuliers constitue pour un nouvel entrepreneuriat financier un levier d'écologisation des modèles d'affaires¹. La mobilisation de cette manne par plusieurs secteurs d'activité, dont l'agriculture, s'est renouvelée autour des nouvelles technologies. Des plateformes numériques de financement participatif (*crowdfunding*) se sont développées dans les années 2010 et constituent un exemple

de digitalisation des systèmes agrialimentaires, pourtant peu présent de ses analyses. Cette digitalisation correspond à l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) à des fins de gestion, de production, de commercialisation, d'échange de connaissances et pouvant entraîner des innovations et de nouvelles organisations des chaînes d'approvisionnement (Lerbourg, 2021 ; McFadden *et al.*, 2022).

Des microfermes médiatisées publisent le financement participatif des alternatives agricoles et alimentaires, mais ces

1. Thévenoux C. (2021). Eva Sadoun rêve d'une finance vertueuse. *Ouest-France*, 9 mai.

campagnes de *crowdfunding* sont moins étudiées (Seron, 2017) que celles des biens culturels. Dans la littérature, leur analyse détaillée fait défaut (Morel, 2016 ; Assadi, 2018 ; Chiffolleau, 2019) excepté deux études de cas rhône-alpine et ligérienne (Gatien-Tournat et Nicolay, 2017), l'analyse de projets liés à la plateforme *BlueBees* (BB) dédiée à l'agroécologie (Mejri *et al.*, 2018) et deux mémoires de fins d'études (Laumonier, 2017 ; Seron, 2017). Cette lacune est dommageable quand la littérature grise les considère « au service de la transition agricole et alimentaire » (Résolis et Terralim, 2018).

Notre problématique articule des enjeux de modification des objectifs et techniques de production à travers la transition agroécologique (TAE) ; de promotion des proximités spatiale, fonctionnelle, relationnelle et économique (Praly *et al.*, 2014) à l'amont et à l'aval des exploitations agricoles ; et de recours de ces dernières à la digitalisation participative. Quelle est l'implication du *crowdfunding* dans la mutation des pratiques agricoles vers l'agroécologie (SFER, 2021) ? En quoi contribue-t-il à la mise en proximité des exploitations agricoles ? Dans une perspective d'agronomie des territoires, nous observerons la géographie de ce *crowdfunding*. Dans quel type de « système d'interactions avec les autres activités [rurales] » (Boiffin, 2004) ce financement agricole s'inscrit-il ? Ces « outils TIC en appui à la [TAE] » (Soulignac *et al.*, 2019) complètent d'autres types de solidarité financière à destination des agriculteurs, tels les collectifs de consommateurs (Olivier et Coquart, 2010) ou le portage foncier citoyen (Lombard et Baysse-Lainé, 2019). Les plateformes de *crowdfunding* constitueraient une composante de nouveaux systèmes de banque-assurance (Sarrazin, 2016) pour les alternatives agricoles, mais quels effets ont-elles pour la TAE ?

Les réponses apportées dans cet article mettent la focale sur les filières maraîchères normandes (Guillemin, 2020), en cohérence avec la segmentation « croissante du *crowdfunding* par thème [et] par zone géographique » (Bertrand et Jacobowski, 2016). Une fois située la place du financement participatif agricole dans le secteur du *crowdfunding*, la première partie présentera la démarche méthodologique et la base de données constituée à partir de 31 projets recensés sur 5 plateformes. Dans un deuxième temps, ces projets de financement seront appréhendés comme un analyste. C'est-à-dire ce qui « dévoile » (Hess, 2000) la nature du capital fixe, des intrants des filières maraîchères et les types de TAE associés, ainsi que « les éléments qui [...] énoncent les déterminations de la situation » (Hess, 1975) : ici la mobilisation du *crowdfunding* pour le maraîchage. La troisième partie discutera, à la suite de Mollick (2014) ou Agrawal *et al.* (2014), la géographie de ces financements maraîchers, pour mieux saisir dans quels agrosystèmes semble s'inscrire préférentiellement cette digitalisation financière participative.

Nouvelles données liées aux mutations de la finance solidaire agricole

Par son caractère partiellement public et sa croissance, le *crowdfunding* offre une profusion de nouvelles sources d'informations en agronomie et en études rurales (relatives par exemple aux investissements et intrants agricoles ; aux trajectoires, pratiques culturelles et commerciales des agriculteurs ; aux relations qu'ils entretiennent avec la société civile). L'hétérogénéité des données contenues sur les plateformes de *crowdfunding* implique le recours à une méthode mixte, croisant analyses quantitative et qualitative pour mieux saisir ce nouvel aspect de la finance solidaire en agriculture.

1. Une nouvelle forme de finance solidaire agricole

À la fin du XIX^e siècle, les petites exploitations agricoles accèdent difficilement au crédit bancaire conventionnel. Des caisses coopératives se développent et financent des activités à faible rentabilité, avec une spécialisation autour du *Crédit Agricole* (Artis, 2011). Son institutionnalisation et le financement de la modernisation agricole l'éloignent, comme d'autres banques coopératives, « de leurs cibles historiques [...] en situation d'exclusion bancaire [...] pour se concentrer sur les entrepreneurs installés », et de la finance solidaire (Artis, 2011). Proportionnellement incomparable d'un point de vue de la couverture territoriale des agences, du nombre de projets et des volumes financés, un nouveau modèle solidaire émerge avec le financement de l'agriculture biodynamique par le *Crédit Coopératif*, mais contraint par la marginalité politisée des alternatives agricoles et des restrictions de la collecte de l'épargne. Sous sa tutelle, la *Nef* se développe non sans difficultés financières (Artis, 2011). À côté de ces offres de crédit solidaire et autour de nouveaux acteurs, des plateformes de collecte d'épargne digitalisent depuis peu les financements solidaires. C'est dans le triple sens de substitution, d'alternative ou encore de modulation (qui sera explicitée plus bas) du crédit que l'on parlera à la suite de logique bancaire du *crowdfunding* agricole.

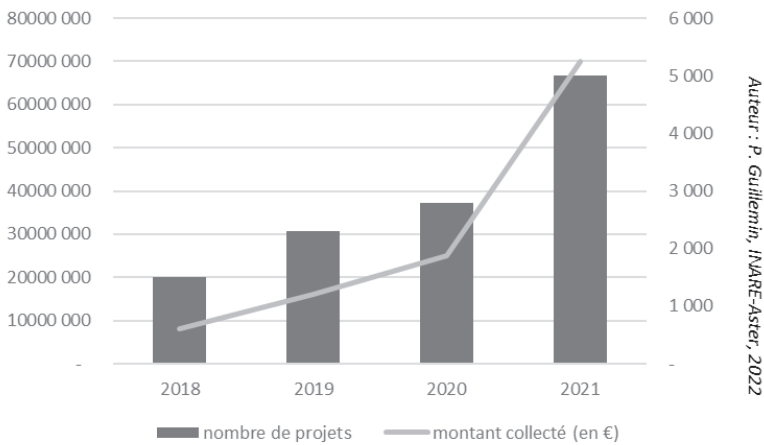
Avant de cibler le *crowdfunding* agricole, distinguons pour ce modèle financier et tous secteurs confondus (Bertrand et Jakubowski, 2016) le *crowdfunding*² (don avec ou sans contrepartie) du *crowdlending* (prêt rémunéré) ou du *crowdequity* (prise de participation au capital). Il s'agit

d'une triple innovation (Assadi, 2018) : économique à travers l'alternative financière ; sociale pour « l'intermédiation des échanges directs entre pairs » ; et managériale, via la gestion biface par les plateformes et les campagnes-portefeuilles d'actifs. Ces principes fondateurs font l'intérêt du secteur : pallier les réticences des banques à financer certaines entreprises. Après une spécialisation première dans le domaine artistique, les secteurs d'activité financés se diversifient (Assadi, 2018). Cette diversification et la massification induite spécialisent les plateformes qui se concentrent en attirant les « acteurs classiques du secteur financier ». Elles pourraient ainsi s'écarter des principes fondateurs alternatifs autour des pairs et des foules (Assadi, 2018). Des questions restent peu traitées, comme celle de la pérennité des projets financés (Tarteret, 2014). Une étude centrée sur 255 projets de la plateforme *KissKissBankBank*, met à l'épreuve les facteurs influençant le succès d'une collecte : présence sur les réseaux sociaux et actualisation de la campagne, courte durée de la campagne, faible montant de la collecte, contreparties des dons, signaux de qualité du produit associé à la campagne (Tarteret, 2014). Le facteur de la localisation d'un projet concerne l'hypothèse d'une proximité socio-spatiale dans le premier cercle de collecte (premiers contributeurs – Tarteret, 2014 ; Mollick, 2014), discutée par Agrawal *et al.* (2014) qui soutiennent l'indépendance des modèles d'investissements à la proximité géographique. Cette controverse nous intéresse d'autant qu'en agriculture, plusieurs facteurs favorables au *crowdfunding* (agriculture biologique – AB – et circuits courts [CC]) se caractérisent par des disparités géographiques (Bermond *et al.*, 2019).

Le secteur agricole apparaît justement dans l'étude du financement participatif rémunéré : Mejri *et al.* (2018) comparent *Wiseed* (*equity crowdfunding*, par prise d'action ou d'obligation) à la plateforme

2. Avec cette acception de la logique bancaire, il faut se départir d'une définition incluant l'attente et la vérification de la rentabilité de l'investissement, par définition absente du financement participatif sous forme de don.

Graphique 1. Essor de la plateforme Miimosa entre 2018 et 2021



Sources : Résolis et Terralim, 2018 ; Miimosa, 2019 ; Ouest-France, 2020 ; Le Parisien, 2022.

agricole *BB* (en ciblant ses activités de prêt rémunéré). L'*equity crowdfunding* est plutôt mobilisé pour financer des actifs intangibles (recherche et développement, communication, recrutement) alors que le *crowdfunding* porte sur des montants plus faibles et des besoins de fonds de roulement (Mejri *et al.*, 2018). Ainsi, *BB* répond aux entreprises peinant à lever des financements traditionnels par manque de solvabilité ou du fait de projets peu conventionnels. Deux références sur le *crowdfunding* agricole sont des mémoires de fin d'études, témoignant là de l'objet émergent qu'il constitue. L'un d'eux évoque la naissance du financement participatif dédié à l'agriculture et à l'alimentation aux États-Unis, comme pour le *crowdfunding* numérique en général. Si la toute première plateforme new-yorkaise (*Kickstarter*, créée en 2009) avait financé 19 064 projets alimentaires en 2016, cela ne représentait que 5,2% de son activité (Seron, 2017). C'est donc via *Barnaiser* qu'un *crowdfunding* dédié s'est développé outre-Atlantique, avec des projets émanant tant des filières que des exploitations agricoles (40%). Cette

segmentation financière fait l'objet d'un rapport d'agronomie sur les potentialités du développement de *Miimosa* en Italie (Seron, 2017). Les données exploratoires suggèrent que les CC et la vente directe constituent pour les exploitations un facteur favorisant le succès d'une collecte, tout comme le label de l'AB considéré comme « l'élément le plus influent » (Seron, 2017). L'enquête pointe des productions propices (élevage bovin, viticulture, oléiculture ou horticulture) ainsi qu'une influence de la localisation des exploitations (la consommation en Italie du Sud plus portée sur les CC que celle du Nord, orientée vers les signes d'identification de l'origine et de la qualité). Une autre enquête centrée sur 114 projets *Miimosa* (Laumonier, 2017) montre que la vente directe est un atout au lancement d'une campagne auprès du premier cercle (famille, amis et clients ou fournisseurs) et que l'AB y est surreprésentée. Le *crowdfunding* agricole paraît donc étroitement lié à une TAE certifiée et associée à une mise en proximité, et sa forte croissance justifie de s'y intéresser (*graphique 1*).

Encadré

Sur les sites de ces plateformes, les pages associées à une campagne de *crowdfunding* présentent : le titre du projet et un résumé, placés sous une première photographie ; le nom du porteur et le numéro SIREN de l'entreprise, éventuellement son/ses label(s). En dessous, des onglets offrent de consulter la page des contributeurs, des actualités ou des commentaires ; encore en dessous, le projet est présenté, jalonné de plusieurs photographies et illustrations. À l'issue de cette présentation, une rubrique expose les utilisations prévues de la collecte, selon les différents montants qui pourront être collectés. Les remerciements associent en fin de page les modalités

de paiement alternatives à la plateforme (envoi postal de chèques par exemple). Sous le projet, la page renvoie vers d'autres projets de *crowdfunding* de la plateforme. Tout à droite de la page, on retrouve en haut un encadré avec le type de financement participatif dont il s'agit, le pourcentage et la somme d'argent collecté par rapport au palier demandé, le nombre de jours restant pour la collecte et les liens pour partager le projet vers d'autres réseaux sociaux numériques. En dessous, de haut en bas, les contributions sont listées du plus petit montant au plus important, avec les contreparties associées.

2. Des données agraires quantitatives, qualitatives et géolocalisées

La démarche méthodologique s'est fondée sur l'exploration de cinq plateformes numériques en ligne (voir encadré ci-dessus), selon deux protocoles de collecte différents mais toujours avec un critère double : (i) les filières maraîchères (ii) en Normandie. Potentiel biais d'échantillonnage, le choix de cette filière est celui d'une thèse (Guillemin, 2020) mais se justifie par les petites entreprises agricoles surreprésentées dans les filières maraîchères. Incarnant un boom des modèles alternatifs, ces exploitations apparaissent comme des entreprises mobilisant de manière privilégiée la finance solidaire. Les sites internet de *Miimosa*³ et *BB*⁴, deux plateformes thématiques dédiées à l'agriculture et à l'alimentation, ont été recensées de manière exhaustive au 25 novembre 2019, soit 18 projets pour la première et 5 pour la seconde. Créées en 2014, ces plateformes fonctionnent par don avec contrepartie ou prêt rémunéré. La première est liée au syndicalisme majoritaire FNSEA-JA

et aux Chambres d'agriculture tandis que la seconde est associée au réseau *Fermes d'Avenir*, engagé pour l'agroécologie et la permaculture. La recension exhaustive sur ces plateformes dédiées à l'agriculture se justifie par la première place qu'elles occupent pour le *crowdfunding* agricole (Résolis et Terralim, 2018). À ce titre, la plateforme *Zeste*⁵ a été prise en compte, mais au 25 novembre 2019 aucun projet lié au maraîchage normand n'a été recensé. Le même filtre thématique (agriculture et alimentation) et la même logique exhaustive ont été appliqués à la plateforme territoriale *Ozé*⁶ avec 5 projets identifiés. Créée en 2015 par le Département de la Manche, *Ozé* est dédiée aux projets manchots (Bas, 2016), sur la base du don avec ou sans contrepartie et du préachat. Ces trois dépouillements exhaustifs recensent 28 projets, mais 31 projets figurent dans la base de données. Des signaux faibles

3. Voir : <https://www.miimosa.com/> (consulté le 25/11/2019).

4. Voir : <https://bluebees.fr/fr/> (consulté le 25/11/2019).

5. Créée en 2016 par la *Nef*, une coopérative financière, *Zeste* est une plateforme de dons. En 2019, 2 538 494 euros avaient été collectés pour le soutien de 403 projets, avec un tiers de projets agricoles et alimentaires (Résolis et Terralim, 2018) : <https://www.zeste.coop/fr> (consulté le 29/11/2019).

6. Voir : <https://www.ozecontribuer-manche.fr/fr> (consulté le 28/11/2019).

Tableau 1. Financements participatifs des filières maraîchères en Normandie (plateformes thématiques)

Plateforme	Nom du projet	Commune	Nombre de contributeurs	Financement demandé (€)	Financement obtenu (€)	Label
Miimosa	<i>*Un distributeur pour Les Bons Légumes de Sophie</i>	Cintheaux	33	15 000	1 790	BALF
	<i>L'aquaponie en Normandie : le projet fou de la FADA !</i>	Saint-Victor-l'Abbaye	88	11 000	14 110	
	<i>Participez à la pérennisation des Jardins des kami</i>	Ouville-la-Bien-Tournée	58	9 000	9 440	AB
	<i>Participez au succès de mes cultures de légumes bio !</i>	Brécey	35	6 000	9 309	AB
	<i>L'école de permaculture</i>	Saint-Mard-de-Réno	49	8 000	5 815	BALF
	<i>Encourager le bio dans la Baie du Mont-Saint-Michel</i>	Avranches	75	6 900	5 090	AB
	<i>14 agriculteurs normands engagés au Panier de la Carbonnière</i>	Barentin	104	8 000	5 025	AB/BALF
	<i>Une serre pour respecter la terre</i>	Amfreville-sur-Iton	61	6 000	4 140	AB
	<i>Un coup de pouce pour une pompe à la Ferme de la Mercerie</i>	Le Tanu	65	3 500	3 615	AB
	<i>Un nouveau tunnel pour les primeurs de printemps</i>	Le Tanu	46	3 500	3 500	AB
	<i>Maraîchage bio OUI mais encore mieux : sans travail du sol !</i>	Saint-Philibert-sur-Risle	42	5 000	3 235	AB
	<i>Self patates - Vente à la ferme en libre-service</i>	Éperrais	52	3 000	3 160	
	<i>Des serres pour un maraîcher bio</i>	Saint-Cyr-la-Rosière	38	3 000	2 520	AB
	<i>Du nouveau pour votre distributeur automatique de légumes !</i>	Saint-Sébastien-de-Morsent	35	3 500	2 130	BALF
	<i>Aidez une jeune entreprise à démarrer en permaculture</i>	Sébécourt	17	2 000	1 805	
	<i>La Normandie à pleine bouche</i>	Évreux	20	6 000	1 135	
	<i>De l'eau pour la vie</i>	Le Mesnil-Mauger	18	5 500	710	AB
	<i>La Cressonnière Saint-Firmin</i>	Sommesnil	6	6 000	185	AB
	Total Miimosa				99 400	76 714
BlueBees	<i>Le Pipi du Dragon: une boisson bio concentrée et énergisante !</i>	Chenedollé	125	5 000	5 812	AB
	<i>Les Roches Noires : un potager avec vue</i>	Villerville	202	45 000	45 000	AB
	<i>La ferme des Rufaux, le bio qu'il nous faut !</i>	Bouquetot	352	20 000	20 020	AB
	<i>Un toit sur la tête des Gobettes</i>	Saint-Sylvestre-Cormeilles	353	25 000	26 165	AB
	<i>De l'eau pour des maraîchers normands ! Si, si.</i>	Domfront	63	5 000	3 687	N&P
Total BlueBees				100 000	100 684	

Notes : le projet souligné est le seul projet de prêt (crowdlending) ; * montant obtenu le 10/01/20.

Source : plateformes de financement participatif consultées au 25/11/2019).

du terrain (Guillemin, 2020) ont été suivis, avec l'ajout de projets préalablement repérés sur des plateformes athématiques et aterritoriales (sans dépouillement exhaustif) : *Helloasso*⁷ (1 projet) et *Ulule*⁸ (2 projets), qui collectent du don avec

contrepartie (*Ulule* exige un seuil minimal de collecte pour financer).

L'originalité de la base de données constituée tient aux types de financements concernés : quasi exclusivement des dons avec contrepartie (*tableaux 1 et 2*). Cette surreprésentation explique le montant moyen des financements obtenus (7 848 €), inférieur à celui des 169 projets *BB* de la campagne 2015 (50 000 euros ; Mejri *et al.*, 2018) du fait de 50 projets

7. Voir : <https://www.helloasso.com/outils/crowdfunding> (consulté le 29/11/2019).

8. Voir : <https://fr.ulule.com/> (consulté le 28/11/2019).

Tableau 2. Financements participatifs des filières maraîchères en Normandie (plateformes athématiques)

Plateforme	Nom du projet	Commune	Nombre de contributeurs	Financement demandé (€)	Financement obtenu (€)	Label
(Département de la Manche)	<i>La Maison des Maraîchers à Lingreville</i>	Lingreville	72	10 000	10 338	AB
	<i>Une conserverie artisanale pour les légumes du littoral</i>	Saint-Germain-sur-Ay	87	4 500	7 100	AB
	<i>La Ferme St Ursin</i>	Saint-Ursin	61	5 000	6 415	AB
	<i>Faites pousser la micro-ferme bio au chant des sols</i>	Reffuveille	33	5 000	5 000	AB
	<i>La p'tite maraîchère</i>	Brectouville	38	5 000	5 000	
	Total Ozé			29 500	33 853	
Helloasso	<i>Une perche pour un magasin de producteurs bio et locaux à Nogent-le-Rotrou !</i>	Nogent-le-Rotrou	244	22 000	24 530	AB
	Total Helloasso			22 000	24 530	
Ulule	<i>Laveuse à carotte mobile et autonome</i>	Le Château-d'Almenêches	13	1 000	1 000	AB
	<i>La Cressonnière Saint-Firmin</i>	Sommesnil	11	5 000	460	AB
	Total Ulule			6 000	1 460	

Source : plateformes de financement participatif consultées au 25/11/2019.

crowdfunding. Le seul projet de prêt recensé s'en approche, avec le financement obtenu maximal : 45 000 euros. Pour les 31 projets, voici les informations retenues : types de *crowdfunding*, nombre de contributeurs, montant du financement demandé, financement obtenu, label (AB, BALF pour *Bienvenue à la Ferme* et N&P pour *Nature & Progrès*) et utilisation des fonds. Cette dernière information détaillée a permis de trier les dépenses à effectuer puis de les agréger en 13 types de projets : agrandissement, bâtiment, conservation, foncier, installation, irrigation, machinisme, marketing, semences/plants, serre, commercialisation, transformation et trésorerie.

L'exemple des filières maraîchères normandes renverse le classement des plateformes en termes de fonds collectés, puisque *BB* se place en tête avec 100 684 euros, suivi par *Miimosa* avec 76 714 euros, puis *Ozé* (33 853 euros) et *Helloasso* (24 530 euros) et enfin *Ulule* avec 1 460 euros. Si le projet de *crowdfunding* place *BB* en tête, le montant du financement moyen par contributeur est comparable pour les deux plateformes exclusivement dédiées à l'agriculture et

l'alimentation, et conforme à ce qu'indique déjà la littérature grise (Résolis et Terralim, 2018) : 92 euros pour *BB* et 93 euros pour *Miimosa*. C'est la plateforme *Ozé* qui affiche le montant moyen des dons le plus élevé : 123 euros€ par contributeur. Mais à quoi sert tout cet argent ? La base de données permet de répondre car les projets d'installations n'y sont que très peu représentés, contrairement aux nombreux projets *Miimosa* déjà analysés et dont l'objectif premier réside dans la modulation financière d'un prêt bancaire classique (Laumonier, 2017). Les plans d'investissements détaillés correspondent à des besoins éprouvés par l'exploitation agricole. Pour mieux comprendre d'où vient cet argent, deux fichiers de gestion avec les contributions géolocalisées seront aussi analysés. La collecte de ces données a permis d'enquêter les productrices les ayant partagées, informant qualitativement la foule de contributeurs et la stratégie de collecte (composition du premier cercle de contributeurs, réseaux de diffusion, etc.). Sans accéder aux données géolocalisées et pour s'intéresser aux échecs du *crowdfunding*, deux entretiens semi-directifs

ont été menés auprès de maraîchers ayant recouru sans succès à *Miimosa* et *BB*.

Le crowdfunding : un levier pour la transition agroécologique du maraîchage ?

À la suite des premières enquêtes (Laumonier, 2017 ; Seron, 2017) discutons l'hypothèse du *crowdfunding* comme levier d'écologisation des pratiques maraîchères. Suggérant implicitement le succès des campagnes de collecte, n'occultons pas une réalité financière, sur 31 projets, 13 n'ont pas bénéficié du montant demandé pour le premier palier et 5 présentent un niveau de collecte inférieur à 20% du montant sollicité⁹. S'il n'y a pas de rapport entre l'absence de label et ce manque de réussite (4 projets sans label affichés réussissent quand même leurs collectes), la base de données confirme la surreprésentation de l'AB dans ces campagnes de *crowdfunding* puisque 23 initiatives sont labellisées AB ou *N&P*. La marque *BALF* est valorisée dans 4 projets. Pour 27 des 31 projets, les porteurs mettent donc « en valeur des signaux de qualité » (Tarteret, 2014) alors que la croissance du secteur rend les contributeurs plus exigeants (Bertrand et Jacobowski, 2016). À quelles pratiques agricoles et/ou commerciales correspondent ces exigences ? L'étude du capital fixe financé et des types d'intrants achetés grâce aux collectes participatives apporte des premiers éléments de réponse. Le capital fixe est défini comme les « moyens de production immobilisés (bâtiments, machines et matériels durables, infrastructures diverses, etc.), c'est-à-dire

non intégralement consommés au cours d'un cycle unique de production », l'année en général (Bertrand et Fauqueur, 1978). Par opposition, les intrants caractérisent le capital circulant intégralement consommé au cours d'une année, tels les semences et les plants.

1. Un analyseur des intrants et du capital fixe des exploitations et filières maraîchères

La typologie des projets montre l'intérêt de considérer les filières maraîchères : des projets n'émanent pas des seuls maraîchers mais concernent des artisans de la transformation (s'approvisionnant en légumes AB locaux) ou des collectifs agricoles liés à un point de vente collectif. Au-delà, certains maraîchers sollicitent des financements pour la transformation (l'exemple de safraniers produisant également tomates anciennes et rhubarbe), la commercialisation ou l'organisation de formations. Ces financements participatifs investissent donc l'amont (2 utilisations) et l'aval (12) des filières, même si les financements de la production agricole sont majoritaires (21), offrant ainsi de nombreuses informations sur le capital fixe des exploitations maraîchères, les intrants maraîchers, et leur financement. L'analyse des types de projet (*tableau 3*) montre le lien fort entre financement participatif et capital fixe (Aubert, 1987) : des bâtiments (5 projets), des serres ou de l'irrigation (4 projets), et du machinisme ou des infrastructures commerciales (3 projets). Cette utilisation des collectes n'est toutefois pas exclusive. Deux projets sollicitent le financement d'intrants (semences et plants) et de capital circulant, parfois de manière combinée : avec l'exemple du type « trésorerie », les 2 000 premiers euros servent aux semences, et 7 440 euros sont dédiés à du capital fixe au cycle productif plus ou moins long (serres et bâches réutilisables).

Projets et investissements font la part belle à l'achat et à la réhabilitation de

9. Le même projet apparaît deux fois : *La Cressonnière de Saint-Firmin*. Ce doublon s'analyse par le premier échec sur *Miimosa* à l'automne 2017 (185 euros collectés, sur 6 000 euros demandés), pallié par l'abaissement du montant demandé (5 000 euros) sur une autre plateforme à la fin de l'été 2018, en échec également. Pour autant, cette exploitation existe toujours en 2022.

Tableau 3. L'utilisation du financement participatif dans les filières maraîchères normandes

Types d'utilisations des dons	Montants	Type de projet	Projets concernés
Achat/réhabilitation bâtiment	60 318	Bâtiment	5
Irrigation - arrosage	26 907	Irrigation	4
Achat/réparation de serres	19 290	Serre	4
Aménagement parcellaire	16 545	Machinisme	3
Fruitiers	15 476	Commercialisation	3
Laboratoire de transformation	12 100	Agrandissement	2
Vitrine réfrigérée	11 500	Conservation	2
Serres et camionnette	10 000	Foncier	2
Attelages pour désherbage	9 309	Semences/plants	2
Grelinette, semoir et outillage divers	9 023	Transformation	2
Marketing - publicité	8 775	Installation	1
Chambre froide	6 947	Marketing	1
Tracteur	5 090	Trésorerie	1
Amendements et semences	4 555		
Informatique gestion	4 500		
Haies	4 500		
Bâche d'occultation réutilisable	2 200		
Module carte bancaire pour distributeur	2 130		
Laveuse à légumes	1 000		
Meuble distributeur "vrac"	1 000		
Ameublement rayon et stocks	1 000		
Filets à insectes	255		

Source : sites internet des plateformes de financement participatif consultés au 25/11/2019.

bâtiments qui absorbent le plus d'argent issu du financement participatif : ces doubles analyseurs (bâti agricole et *crowd-funding*) « éclair[ant] les relations nouvelles entre l'agriculture et la société » (Madeline et Moriceau, 2007). En effet, ce type de projet nourrit des vocations différentes : stockage des récoltes et du matériel, construction d'une école de permaculture ou d'un local pour un distributeur de légumes en libre-service. Deux projets de bâti multifonctionnel témoignent de démarches tant individuelles que collectives : une boutique de producteurs bio associée à un atelier de soudure, un laboratoire de transformation, un bureau administratif et du stockage dans le premier cas ; une boutique de maraîchers associée

à du stockage de matériel mutualisé, au lavage et stockage des légumes, une salle de réunion pour professionnels du maraîchage et jardiniers, une salle de formation pour un CFPPA et les bureaux administratifs d'un espace test. Arrivent ensuite des projets liés aux techniques maraîchères de forçage (culture sous abri et irrigation), avec les infrastructures (forage ou bassin) et systèmes d'irrigation qui se placent en seconde position des utilisations, suivis par les serres. Ces dernières recouvrent des vocations plurielles : agrandissement de la surface couverte pour les primeurs et les rotations, autoproduction des plants ou stockage du matériel. Un projet sollicite 860 euros pour réparer une serre arrachée par la tempête. Le financement correspond

autant à une logique compensatoire (définie comme une empathie post aléa catastrophique) que bancaire : financement de capital fixe et circulant (aide à l'achat de semences) après une tempête et une panne mécanique ruinant les productions estivales et grevant la trésorerie d'une jeune et petite exploitation guidée par cinq « volontés fortes » : « Agir pour une résilience écologique [;] Participer au maintien de la biodiversité et d'un sol vivant [;] Créer un modèle viable de la ferme maraîchère sur petite surface [;] Produire avec des moyens simples mais efficaces [;] Offrir une alimentation locale, saine et artisanale¹⁰. »

2. Financer l'écologisation agronomique et les circuits courts de proximité (CCP)

Sans détailler toutes les dépenses du *tableau 3*, les utilisations prévues par les porteurs de projets montrent leur double inscription dans les transitions agricole et alimentaire : les démarches agroécologiques (souvent labellisées) et la commercialisation en CCP. Diverses modalités commerciales motivent des demandes de financement (espace de vente à la ferme, magasin de producteurs ou distributeur), incluant la modernisation de ces dispositifs : écran tactile et nouvelle balance pour une caisse ou module pour carte bancaire sur un distributeur automatique. Les projets participent aussi d'une logique de réduction des déchets (ameublement d'achat en vrac) ou de la consommation énergétique (rénovation d'un système d'éclairage « énergivore »). La préservation de l'environnement est au cœur de la justification de la collecte par les porteurs de projets : « *L'achat de cette serre est essentiel dans la rotation de mes cultures*

*afin de pas épuiser mon sol*¹¹. » Ailleurs, c'est l'aménagement de haies et d'un verger haute tige ou la plantation de fruitiers qui, par l'agroforesterie, accompagnent un maraîchage sur sol vivant (MSV – sans travail du sol). Le projet d'innovation en machinisme agricole d'une microferme en MSV marque l'aboutissement de cette réflexion agroécologique : concevoir une laveuse à légumes mobile et autonome¹², qui améliore un prototype fragile, bruyant, peu linéaire et coûteux en eau. La mobilité de la machine vise à préserver le sol (limiter les exports liés au lavage) et économiser l'eau (dans les parcelles, l'eau de lavage retourne au sol et aux légumes). L'autonomie, d'ordre pratique, vise une économie d'énergie : le panneau solaire couplé à la batterie permet le lavage dans les parcelles non électrifiées. Le financement participatif constitue un point d'appui aux financements d'aménagements parcellaires, d'infrastructures et d'outils nécessaires à la TAE du maraîchage normand, comme le montrent ces financements d'une bineuse et d'une écimeuse pour du désherbage mécanique dans le sud-Manche¹³, ou des bâches d'occultation réutilisables (pour réduire les déchets de ce désherbage mécanique)¹⁴.

Dans certains cas la collecte est une condition *sine qua non*, dans d'autres c'est une contribution aux fonds propres apportés par des producteurs aux côtés de financements publics desquels le *crowdfunding* apparaît complémentaire (Guillemin,

10. Voir : <https://www.miimosa.com/fr/projects/participez-a-la-perennisation-des-jardins-des-kami#description> (consulté le 25/11/2019).

11. Voir : <https://www.miimosa.com/fr/projects/une-serre-pour-respecter-la-terre> (consulté le 28/11/2019).

12. <https://fr.ulule.com/laveuse-legumes-mobile/> (consulté le 28/11/2019).

13. <https://www.miimosa.com/fr/projects/participez-au-succes-de-mes-cultures-de-legumes-bio?l=fr> (consulté le 28/11/2019).

14. <https://www.miimosa.com/fr/projects/participez-a-la-perennisation-des-jardins-des-kami#description?l=fr> (consulté le 28/11/2019).

2022)¹⁵. Certaines collectes échouent et l'enquête de terrain révèle même la cessation d'activités d'un maraîcher sur petite surface installé en 2015, et en difficultés financières. Sa collecte *BB* pour un forage n'atteint pas le premier palier à 5 000 euros. Après des sécheresses, faute d'irrigation, il aménage une fosse de stockage naturel. En 2018 (entretien 7/05) les mauvais rendements persistent au détriment du chiffre d'affaires, au point de cesser son activité en 2019. D'après les données entrepreneuriales en ligne, une autre cessation d'activité aurait eu lieu cette fois à la suite d'une campagne réussie, concernant une micromaraîchère pluriactive¹⁶. L'échantillon analysé ne permet pas de généraliser quant à la pérennité des projets (Tarteret, 2014), qui renvoient à une réalité dépassant le recours au *crowdfunding*, à savoir que la production sur petite surface s'accompagne d'un raccourcissement des durées d'exercice ; Guillemin, 2020). Outre cet enjeu de défaillance, le *crowdfunding* maraîcher incarne aussi l'hétérogénéité spatiale des transitions agricoles (Bermond *et al.*, 2019) : en quoi les données des plateformes constituent un analyseur des facteurs déterminant leur localisation ?

Un analyseur de la géographie des transitions agricoles et alimentaires ?

Sur le plan géographique, la base de données constituée représente tous les départements normands avec 5 projets dans le Calvados, 7 dans l'Eure, 9 dans la Manche, 5 dans l'Orne et 4 en Seine-Maritime. Un projet de magasin de producteurs bio à

Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) a été retenu car il implique un couple de maraîchers normands. Le nombre de projets supérieur dans la Manche s'explique pour partie par le biais d'échantillonnage dû à la plateforme manchote *Ozé*. Si les disparités interdépartementales ne sont toutefois pas significatives en l'état, les disparités infradépartementales du *crowdfunding* maraîcher sont plus marquées, par exemple à l'échelle des petites régions agricoles (PRA).

1. Géographie du *crowdfunding* maraîcher normand

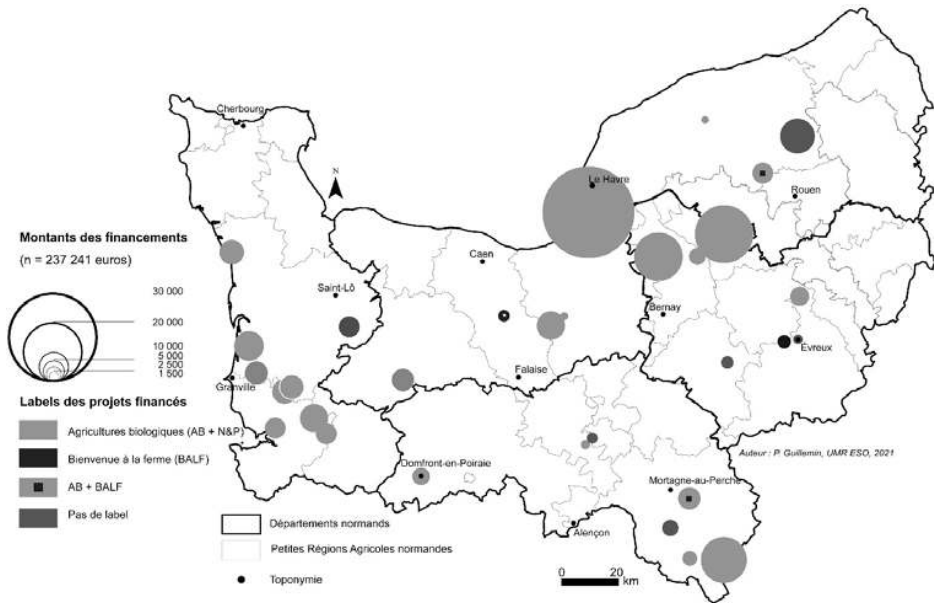
La *carte 1* signale certaines PRA concentrant plus que d'autres les financements participatifs du maraîchage normand. En montants cumulés de projets le Perche totalise 36 025 euros, le Pays-d'Auge 35 605 euros et le Sud-Manche 32 929 euros, avec des concentrations spatiales plus marquées dans le Perche et le Sud-Manche.

Prolonger l'analyse de la géographie des transitions agricoles (Bermond *et al.*, 2019) incite à connaître l'origine géographique des contributeurs afin de mesurer « l'apparente symétrie dans la répartition géographique des porteurs et des financeurs » (Bernard *et al.*, 2018). À la manière de Gatién-Tournat et Nicolay (2017), nous pouvons cartographier les foules de contributeurs grâce à la géolocalisation des dons qui permet des analyses cartographiques à l'échelle communale. Face à l'accès conditionnel à ces données, les dires d'acteurs apportent un éclairage complémentaire pour l'étude des facteurs territoriaux propices au *crowdfunding* maraîcher. Parmi les éléments clés, outre le contexte géographique, nous retiendrons l'absence de label biologique ou la notoriété (faible ou forte) du porteur de projet. Citons cette maraîchère installée dans une région de faible concentration de financements et dont la campagne constitue un échec après la baisse de l'objectif de plusieurs dizaines de milliers d'euros (dans le but d'autoriser le versement et le prélèvement des frais de gestion) :

15. Pour la *Maison des maraîchers* à Lingreville, 10 338 euros de *crowdfunding* pour 75 000 euros de fonds publics et 4 500 euros de financements consulaires.

16. Voir : <https://www.societe.com/etablissement/la-p-tite-maraichere-82939866800014.html> (consulté le 6/05/2022).

Carte 1. Le financement par des plateformes participatives des filières maraîchères normandes



Sources : sites internet des plateformes de financement participatif BB, Miimosa et Ozé (exhaustif au 25/11/2019 excepté * : montant relevé au 10/01/20) et Ullule/Helloasso (non exhaustif au 25/11/2010).

« Pour le financement, j'ai contacté Miimosa. Et ils se sont dit « oh ben ça va être super facile parce que Chloé¹⁷, t'as fait [telle émission de télé-réalité], t'as un réseau de diffusion qu'est énorme, t'étais dans la com' ». J'avais déjà fait des petits magazines avec France 3 en local. Donc j'ai diffusé l'info partout, et finalement ça s'est avéré, que ça n'a pas du tout monté. [...] Et en plus deuxième point, c'est que dans la Plaine de Caen, ce système-là on le fait pas du tout en acte de solidarité. [...] Déjà du maraîchage dans la plaine c'est malvenu. Mais en plus si on fait des financements participatifs, c'est qu'on est en difficultés financières ! » (23/02/2021).

Malgré la collecte insuffisante, elle consent à l'emprunt et acquiert le distributeur envisagé (au départ elle n'y consentait pas par choix de ne pas cumuler

d'endettement à l'emprunt d'installation, plus que par incapacité financière). Cette trajectoire atypique atteste une situation comptable favorable qui, comme cas limite (de prime abord, « la théorie ne fonctionne pas complètement », mais ce cas atteste *in fine* sa « robustesse » [Hamidi, 2012]) confirme la connaissance d'un recours à la finance solidaire privilégié par les petites exploitations marginalisées. En creux, la comparaison aux exploitations en difficulté renvoie au *crowdfunding* maraîcher le plus proche (de l'exemple précédent), frontalier de la Plaine de Caen, qui sollicite une partie de la collecte pour de la trésorerie après des calamités agricoles. Si la logique compensatoire apparaît donc envisageable dans un contexte de grandes exploitations de céréaliculture intensive, l'option d'alternative bancaire ne va pas de soi comme dans d'autres types d'espaces ruraux, que la maraîchère mentionne explicitement :

17. Prénom modifié.

« *C'est pas adapté à notre secteur géographique, c'est clair. On va descendre un tout petit peu plus vers Thury-Harcourt, on va aller un peu plus loin, ben au début du Perche, de l'Orne quoi. Peut-être l'hypercentre, mais Plaine de Caen, secteur géographique à oublier* » (23/02/2021).

Hors pour l'hypercentre de Caen, la maraîchère évoque des espaces ruraux régionaux à fortes aménités, qui connaissent des recompositions sociales liées à la périurbanisation voire à la gentrification rurale. En Suisse-Normande autour de Thury-Harcourt, une étude de cas a déjà montré le dynamisme du *crowdfunding* soutenant l'agroécologie paysanne (Guillemin et Bermond, 2021), basé sur les dons de nouveaux arrivants des catégories socioprofessionnelles supérieures dans cette ultime couronne périurbaine de Caen, aux côtés d'autres dons émanant de Caen également. Nous dépassons l'ancrage local des contributeurs en identifiant des financements urbains distants des projets bénéficiaires. Dans le cas du maraîchage normand, les espaces de concentration du *crowdfunding* maraîcher correspondent à des microbasins agricoles alternatifs sous influences franciliennes (le Perche ornais ou le Sud et Centre-Manche ; Guillemin, 2020), ce qui réactive la controverse scientifique sur la dépendance/l'indépendance à la distance spatiale du *crowdfunding* (les uns considérant que la proximité géographique favorise les contributions, les autres non ; Agrawal *et al.*, 2014 ; Mollick, 2014). Ces financements participatifs offrent d'analyser une transition agroécologique et alimentaire localisée, à travers le concept de systèmes ruraux productivo-résidentiels « qui viennent conforter les aires métropolitaines et [dont] il est important d'analyser les logiques de réseaux et d'interdépendance entre les territoires » (Rieutort *et al.*, 2018). Nous y ajoutons le préfixe agro pour l'analyser à l'aune de la coexistence des modèles agricoles et alimentaires

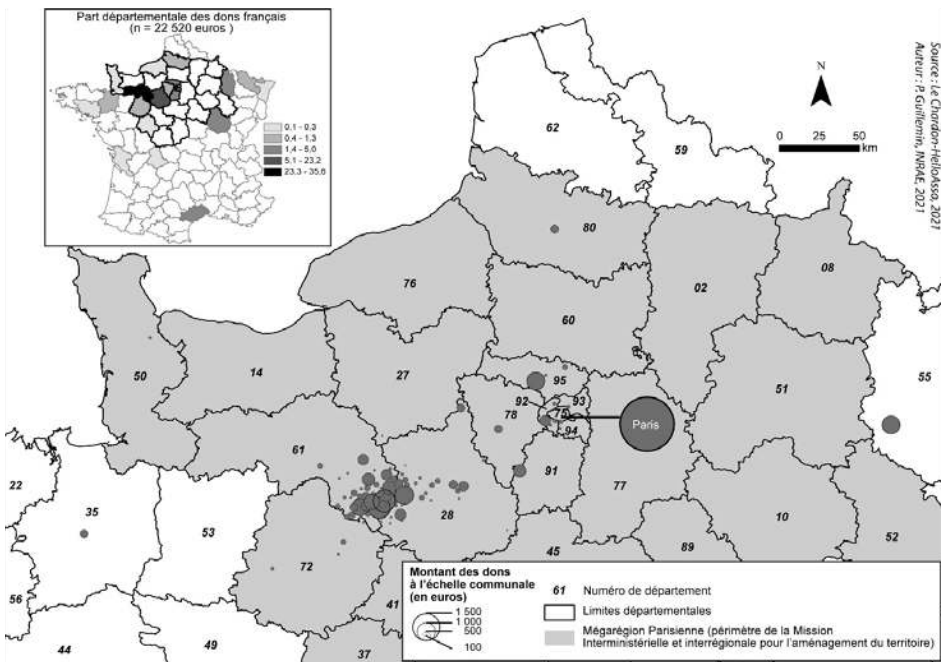
(Gasselin *et al.*, 2021). Ces concentrations de *crowdfunding* maraîcher confirment une hypothèse de ce paradigme : spécialisation et diversification agricole/rurale se combinent selon les échelles de l'exploitation ou du territoire (Gasselin *et al.*, 2021). Ce *crowdfunding* soutient le développement d'exploitations spécialisées en maraîchage, participant ainsi à la diversification de PRA dominées par la spécialisation (Bermond et Marie, 2014) en grandes cultures (Perche ornais) ou en élevages bovin mixte (Pays d'Auge) ou laitier (Centre et Sud-Manche). Cette diversification agricole territoriale s'inscrit dans la multifonctionnalité de ces espaces ruraux, structurés tant par des filières agroalimentaires qu'une économie présentielle et touristique stimulée par les pratiques de villégiatures.

2. De nouveaux financements pour des agro-systèmes productivo-résidentiels ?

Avec les travaux existants et les enquêtes de terrain, nous comprenons que les financements interterritoriaux n'occulent pas pour autant l'ancrage local des contributeurs (Mollick, 2014), même avec la participation de contributeurs franciliens au financement des filières maraîchères en Normandie, qui de fait sont distants spatialement de plus de 96 km de l'entrepreneur (Agrawal *et al.*, 2014). C'est ce que tend à démontrer l'analyse géolocalisée des dons pour deux *crowdfunding* maraîchers (*carte 2 et graphique 2*), qui suggère l'hypothèse d'un *crowdfunding* agricole plus limité géographiquement (pour Agrawal *et al.*, ce sont plus de 86% des fonds qui proviennent de plus de 96 km (60 miles, 2014).

Pour le projet de magasin de producteurs biologiques à Nogent-le-Rotrou (*Le Chardon*), en Eure-et-Loir dans le Parc Naturel Régional (PNR) du Perche, sur les 24 530 euros collectés, presque un quart provient d'Île-de-France (24,7%

Carte 2. L'origine géographique des dons du magasin Le Chardon à Nogent-le-Rotrou (via HelloAsso)



Source : collectif de producteurs du magasin Le Chardon, février 2021.

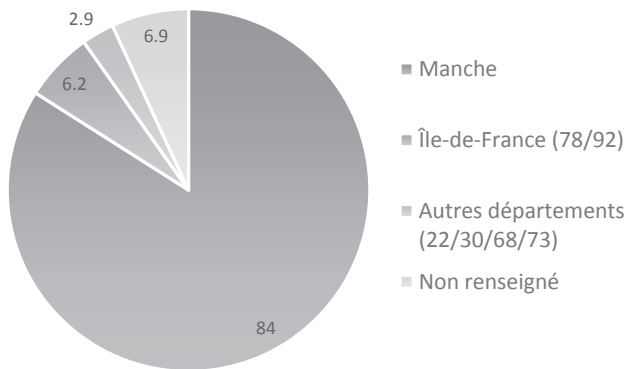
avec 6 055 euros). L'influence francilienne apparaît clairement, sans dépasser l'ancrage local des contributeurs : 45,5% de la somme sont donnés par des habitants du PNR (avec 11 610 euros), les Ornaïsiens contribuant plus (31,7 % pour 7 7785 euros), que les Percherons d'Eure-et-Loir (3 825 euros soit 15,6%).

Dans l'exemple, *La Maison des Maraîchers* située sur la côte du centre-Manche, le recours à la plateforme départementale renforce le poids des contributions manchotes (90,1%), surtout de l'ancien canton de Montmartin-sur-Mer et des villes proches représentant plus de 70% des contributions. Mais 6,2% de la collecte proviennent d'Île-de-France, et Fourqueux (Yvelines) se positionne comme la quatrième commune la plus contributrice. Avec Saint-Germain-en-Laye, les porteurs de projet identifient là des consommateurs livrés toutes les semaines par les

maraîchers et avec qui ils « ont un lien de connaissance directe » (28/09/2021), illustrant une digitalisation financière agricole basée sur une proximité sociale et relationnelle (Prally *et al.*, 2014), différente du « love money » potentiel, donné par la famille ou des amis.

Cette interconnaissance repose certes sur des liens comme arrière-pays alimentaires de l'Île-de-France via des circuits courts distants pour partie digitalisés (Baysse-Lainé et Guillemain, 2021), mais aussi sur des liens comme arrière-pays du tourisme vert ou balnéaire, parfois dans le cadre de résidences secondaires (Guillemain, 2020). Des commentaires des contributeurs franciliens révèlent de telles pratiques de ces territoires. Depuis Paris, certains donnent rendez-vous aux producteurs percherons quand d'autres, depuis le Val-de-Marne, y voient une contribution à la fabrique des paysages dont ils sont en quête :

Graphique 2. Parts départementales des dons de la Maison des Maraîchers à Lingreville (via Ozé)



Source : la Maison des Maraîchers/Biopousses, 2016.

« et que poussent beaucoup de char-dons dans les champs de l'agro alimentaire ! » (1/09/2019).

Les contreparties proposées ciblent d'ailleurs cette éco-récréativité : 350 euros l'atelier de fabrication de pain et une promenade dans une ferme pédagogique ; 500 euros la découverte botanique et un atelier tricot ; pour 1 000 euros la nuitée deux personnes en chambre d'hôte écologique. Dans ce type de territoire, le *crowdfunding* participe de la fonction identitaire (Guillemin, 2020) que recouvre, pour des nombreux nouveaux-arrivants (Céalis, 2016), la confrontation (Gasselin *et al.*, 2021) de l'agriculture alternative aux grandes exploitations intégrées aux circuits longs des filières végétales. Une boucle de rétroaction positive typique des agrosystèmes productivo-résidentiels se met en place : des agriculteurs alternatifs peuvent compter sur le capital économique de Franciliens (en l'occurrence), qui « consentent d'autant plus aisément à [l']investir qu'il concourt à fabriquer ou conforter la campagne qu'ils ont justement choisi d'investir » (Richard *et al.*, 2014). L'analyse des contributions de ces deux projets comme le vécu d'une maraîchère de la Plaine de Caen vont dans le sens de

cette hypothèse, qu'il s'agit de conforter par de nouvelles études de cas comparant ancrage local et influence francilienne/métropolitaines du *crowdfunding* finançant d'autres filières agricoles et alimentaires, dans d'autres espaces ruraux.

*

* *

Pour conclure, situons d'abord l'originalité de cette contribution exploratoire à l'analyse des effets du numérique en agriculture, en s'intéressant à un objet périphérique du front de recherche sur la digitalisation agricole, principalement orienté sur les agroéquipements. En focalisant sur les sources de financement *via* les plateformes participatives en ligne, cette étude de cas propose une évaluation de la dynamique socio-économique d'une forme de digitalisation pour une filière et un territoire (pour la fin de l'année 2019, l'estimation non exhaustive de la levée totale de financement participatif des filières maraîchères normandes s'élève à 237 241 euros, et se doit d'être relativisée eu égard à la petite part qu'elle représente dans les investissements totaux pour le maraîchage normand). Toutefois, ces plateformes numériques participent des dimensions spatiale, fonctionnelle (comme vecteur d'adaptation des produits aux consommateurs),

relationnelle et économique caractérisant les circuits courts de proximité du maraîchage normand (Praly *et al.*, 2014). Elles accompagnent les mutations des pratiques vers l'agroécologie, par une amélioration des rotations culturales, une réduction de l'utilisation d'intrants, un effort de préservation des ressources naturelles et une distribution plus locale. Mais au-delà de cette dynamique générale d'exigence croissante des foules de contributeurs relatives aux signaux de qualité (Tarteret, 2014 ; Bertrand et Jacobowski, 2016), le recours au *crowdfunding* s'inscrit dans des déterminations multiples, qui ont trait notamment à la dimension spatiale des collectes (localisation de l'entreprise, localisations des foules de contributeurs potentiels). L'analyse de la géolocalisation des dons et des témoignages associés caractérise un type d'espace géographique propice à ce financement agricole participatif et digital : des agrosystèmes productivo-résidentiels, qui en creux interrogent l'exclusion de marges géographiques des transitions agrialimentaires.

Cette digitalisation recompose même les relations amont-aval de la filière puisqu'avec les dons ou prêts rémunérés, des clients se positionnent à l'amont des filières maraîchères, diversifiant ainsi leur système de banque-assurance. Sur le plan compensatoire, la logique dépasse le maraîchage normand. Les incendies dans le Var à l'été 2021, ont médiatisés un néo-viticulteur biodynamique au domaine détruit à 70%. Sans assurance

faute de moyens, il a ouvert une cagnotte en ligne de 67 000 euros¹⁸. C'est une piste spécifique autour du financement participatif comme levier de résilience face aux calamités agricoles liées au contexte de changement climatique. Sur le plan bancaire, ces plateformes numériques complètent (parfois remplacent) les modèles classiques du financement maraîcher que sont la levée de fonds propres et le crédit bancaire. Contribuant au développement rural, le *crowdfunding* peut s'intégrer à des montages budgétaires aux côtés des fonds européens (FEADER) ou des collectivités territoriales (Guillemin, 2022). Occupant une place croissante dans le financement des installations ou diversifications agricoles, il participe à légitimer des pratiques labellisées, avec les effets d'exclusion afférents pour certains porteurs de projet. Cela pose de nouvelles questions pour ce front de recherche autour des tensions générées par cette digitalisation de la finance solidaire agricole, par exemple autour de l'inclusion sociale d'exploitants non labellisés à ce levier de l'agroécologie. ■

Remerciements

L'auteur remercie Sarah Gilsoul du magasin de producteurs Le Chardon, ainsi que Stéphanie Ferchaud et Nolwenn Le Calvé des associations Biopousses et La P'tite Coop, pour avoir partagé les données issues de leurs campagnes de crowdfunding. Ses remerciements s'adressent également à la maraîchère qui a témoigné de son expérience du financement participatif.

18. H. Frisque, « Le feu géant du Var a détruit le rêve de leur vie », *Ouest-France*, 23/08/2021.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agrawal A., Catalini C., Goldfarb A. (2014). Some Simple Economics of Crowdfunding. *Innovation Policy and the Economy*, vol. 14, pp. 63-97.
- Artis A. (2011). *La finance solidaire : un système de relations de financement*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Grenoble, 342 p.
- Assadi D. (2018). Crowdfunding : vers de nouveaux paradigmes de l'innovation ? *Innovations*, vol. 56, n°2, pp. 5-14.
- Aubert D. (1987). Le capital en agriculture. Les données macro-économiques et leur évolution. *Économie rurale*, n°181, pp. 11-19.
- Bas P. (2016). Soutenir financièrement et collectivement les projets manchois valorisant le territoire : le département de la Manche à la pointe du financement participatif. *Annales des Mines*, pp. 44-45.
- Baysse-Lainé A., Guillemin P. (2021). Les circuits courts distants approvisionnant Paris. Des arrière-pays à l'échelle de la mégarégion. In *Atlas collaboratif de la mégarégion parisienne* [En ligne]. Rouen : UMR CNRS 6266 IDEES, Université de Rouen Normandie. URL : <https://atlas-paris-mega-region.univ-rouen.fr/node/194> ; <https://doi.org/10.48390/0005-gz84>.
- Bermond M., Marie M. (2014). Une géographie des systèmes de production agricole. In Margetic C., Bermond M., Jousseume V., Marie M. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 174-175.
- Bermond M., Guillemin P., Maréchal G. (2019). Quelle géographie des transitions agricoles en France ? Une approche exploratoire à partir de l'agriculture biologique et des circuits courts dans le recensement agricole 2010. *Cahiers Agricultures*, vol. 28, 13 p.
- Bernard A., Gazel M., Cariou C., Rochelandet F., Le Behec M., Dejean S., Alloing C., Merci J. (2018). Seconde partie. Effets du financement participatif. In Moreau F., Nicolas Y. (dir.), *Financement participatif : une voie d'avenir pour la culture ?* Paris, Ministère de la Culture, DEPS, pp. 103-218.
- Bertrand C., Jakubowski B. (2016). Le fric, c'est chic : panorama du crowdfunding en 2016. *Annales des Mines*, pp. 38-43.
- Bertrand H., Fauqueur A. (1978). Rotation du capital circulant et rentabilité. *Revue économique*, vol. 29, n°2, pp. 291-331.
- Boiffin J. (2004). Territoire : agronomie, géographie, écologie, où en est-on ? Le point de vue d'un chercheur agronome. *Natures Sciences Sociétés*, n°12, pp. 307-309.
- Céalis A. (2016). *Malaise agricole et politiques territoriales. Quelles réalités, quelles adaptations ? Étude à partir du cas du canton de Nocé siège du Parc Naturel Régional du Perche*. Paris, L'Harmattan, 202 p.
- Chiffolleau Y. (2019). *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*. Toulouse, Érès, 176 p.
- Gatien-Tournat A., Nicolay C. (2017). When eaters fund farming: crowdfunding on the rise in agricultural development. Comparison between two French regions (Pays-de-la-Loire and Rhone-Alpes). *2nd RuralGeo Conference*, Groningen (poster scientifique).
- Guillemin P. (2020). *Les mondes légumiers et maraîchers en Normandie : hétérogénéité sociale et renouvellement de filières agricoles et alimentaires*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen Normandie, 633 p.
- Guillemin P., Bermond M. (2021). Agricultrices néorurales à l'épreuve de la séparation conjugale. *Travail, genre et sociétés*, n°45, pp. 97-114.
- Guillemin P. (2022, à paraître). La politique européenne de développement rural dans la mutation des systèmes légumiers et maraîchers normands. *Géoconfluences* [En ligne]
- Hamidi C. (2012). De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites. *Politix*, n°100, pp. 85-98.
- Hess R. (1975). *La socioanalyse*. Paris, Éditions universitaires, 113 p.
- Hess R. (2000). René Loureau (1933-2000). Pédagogue autogestionnaire, sociologue et

- praticien du journal de recherche. *Hermès, La Revue*, n°26-27, pp. 345-347.
- Laumonier M. (2017). *Comment l'économie collaborative et les financements participatifs bousculent-ils les institutions de la gouvernance agricole*. Mémoire de fin d'études, Institut d'Études Politiques de Paris.
- Lerbourg J. (2021). Les grands enjeux de l'agriculture numérique : équipements, modèles agricoles, big data. *Analyse – Centre d'études et prospective*, n°171, 4 p.
- Lombard P., Baysse-Lainé A. (2019). Terre de Liens, un levier foncier militant au service d'un projet politique pour l'agriculture. *Économie rurale*, n°369, pp. 83-101.
- McFadden J., Casalini F., Griffin T., Anton J. (2022). The digitalisation of agriculture. A literature review and emerging policy issues. *OECD Food, Agriculture and fisheries paper*, n°176, 56 p.
- Madeline P., Moriceau J.-M. (2007). *Bâtir dans les campagnes. Les enjeux de la construction agricole de la Protohistoire au XXI^e siècle*. Caen, Presses universitaires de Caen, 368 p.
- Mejri I., Hamouda M., Trabelsi D. (2018). Crowdequity et Crowdlending : deux alternatives de financement des TPE/PME. Le cas de l'entreprise Gifts for Change. *Annales des Mines – Gérer et comprendre*, vol. 131, n°1, pp. 36-50.
- Mollick E. (2014). The dynamics of crowdfunding: An exploratory study. *Journal of Business Venturing*, n°29, pp. 1-6.
- Morel K. (2016). *Viabilité des microfermes maraîchères biologiques. Une étude inductive combinant méthodes qualitatives et modélisation*. Thèse de doctorat en agronomie, Université Paris-Saclay, 353 p.
- Olivier V., Coquard D. (2010). Les AMAP : une alternative socio-économique pour des petits producteurs locaux ? *Économie rurale*, n°318-319, pp. 20-36.
- Praly C., Chazole C., Delfosse C., Mundler P. (2014). Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie, société*, vol. 16, n°4, pp. 455-478.
- Résolis, Terralim (2018). *Impact de la transition agricole et alimentaire sur l'emploi. État des lieux et propositions*. Rapport final pour le ministère de la Transition écologique et solidaire, la Caisse des Dépôts et la Fondation Daniel & Nina Carasso, 51 p.
- Richard F., Chevallier M., Dellier J., Lagarde V. (2014). Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale, *Norois*, n°230, pp. 21-39.
- Rieutort L., Madeline P., Delfosse C. (2018). Quelles géographies de la France rurale ? Réflexions à propos de la nouvelle question de géographie aux concours de l'enseignement secondaire. *Histoire & Sociétés rurales*, n°50, pp. 7-30.
- Sarrazin F. (2016). *La construction sociale des bassins de production agricole. Entre facteurs de coopération et liens de coordination*. Versailles, Quæ, 168 p.
- Seron M. (2017). *Analyse des potentialités du financement participatif en « Don » dans les secteurs agricoles italiens : implication des consommateurs et des organismes d'accompagnement*. Mémoire de fin d'études d'ingénieur en agronomie, Gembloux Agro-Bio Tech, 75 p.
- Société française d'économie rurale (2021). Appel à communications – Digitalisation des systèmes agri-alimentaires – Perspectives SHS. *Colloque Agriculture et Numérique*, 5 p.
- Soullignac V., Leveau L., Pinet F., Bergez J.-E. (2019). Les technologies de l'information et de la communication dans la transition agro-écologique. *Sciences Eaux & Territoires*, vol. 29, n°3, pp. 34-37.
- Tarteret O. (2014). *La dynamique du crowdfunding : revue critique de la littérature et facteurs du succès d'une collecte*. Mémoire de master 2 en économie appliquée, Université Paris 1, 61 p.